

L'Adresse—M. Charest

Si le nouveau ministre veut vraiment participer à un débat ouvert et global, j'ai une suggestion à lui faire. Il pourrait publier un premier Livre vert pour que celui-ci soit discuté publiquement. En d'autres termes, il pourrait reprendre à son compte le projet qu'avait le gouvernement en 1984. De cette manière il n'aurait pas à adopter les programmes que lui ont légués ses nombreux prédécesseurs, non seulement au gouvernement actuel, mais aussi dans les anciens gouvernements libéraux. Il n'aurait pas non plus à expliquer les complexités d'une nouvelle politique globale. Il peut bénéficier du débat qui s'ensuivra en même temps que d'une consultation publique intégrale. Ce serait certainement un changement intéressant qui respecterait la promesse du gouvernement de publier un Livre vert et non pas un Livre blanc, comme je l'ai mentionné il y a un instant. Pour conclure, cela prouverait que le gouvernement reconnaît effectivement combien la paix et la sécurité sont importantes pour les Canadiens, en leur permettant de lui dire quel genre de programme de défense ils souhaitent.

• (1600)

**M. Nickerson:** Monsieur le Président, je voudrais faire quelques observations au sujet de la station sismique qui se trouve dans ma circonscription, à proximité de Yellowknife. Cette station est très utile pour la détection des explosions nucléaires souterraines et des tremblements de terre. Elle a été dotée d'instruments plus sensibles et nous nous attendons à ce qu'elle joue un rôle encore plus important pour les raisons que le député a invoquées.

J'ai deux questions à poser au critique de la défense du NPD. Le Nouveau parti démocratique semble partagé à propos du brise-glace *Polar 8* dont le député a parlé tout à l'heure. Je voudrais savoir si son parti appuie officiellement l'acquisition d'un brise-glace *Polar 8* par le Canada. Peut-être pourrions-nous avoir une déclaration précise à ce sujet.

La deuxième question semble également embarrasser un peu le NPD. A-t-il fini par décider si le Canada devait ou non se retirer de l'OTAN? Je crois que telle était la position de ce parti il y a quelques temps. A-t-il maintenant une position officielle à l'égard de l'OTAN?

**M. Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de Western Arctic (M. Nickerson). Pour ce qui est du brise-glace *Polar 8*, en tant que critique de la défense, je peux seulement dire qu'à mon avis il s'agit d'une opération de prestige terriblement coûteuse. Même s'il revient à un demi million de dollars, ce brise-glace ne sera pas très utile au ministère de la Défense nationale comme ce dernier l'a déjà indiqué au comité permanent de la défense nationale.

En tant que critique de la Défense, j'estime que ce n'est pas un bon moyen de défendre l'Arctique. Il peut être utilisé à d'autres fins. Personne ne m'a encore démontré que la circulation dans le passage du nord-ouest était dense au point que nous y avons besoin en permanence d'un brise-glace *Polar 8* pour frayer un chemin à la navigation commerciale. Personnellement, je n'en suis pas encore convaincu. J'ignore si ce brise-glace a une valeur commerciale. J'espère seulement que, s'il est construit, ce ne sera pas aux frais du ministère de la Défense.

D'autre part, je suis très content que le député m'ait posé une question au sujet de l'OTAN. Dans une politique de défense nationale, il est bien important d'avoir une bonne

défense. Prenons la géographie actuelle de la défense. Si nous réduisons le nombre de nos engagements pour nous concentrer sur notre souveraineté dans l'Arctique, la surveillance du passage du Nord et le dépistage en modernisant notre flotte pour assurer la surveillance de l'Atlantique nord en surface et sous la mer, de même que celle du Pacifique, il importerait peu que nous fassions partie ou non de l'OTAN. En cas d'attaque de l'Ouest par des armes classiques, nous deviendrons automatiquement des éléments de la défense occidentale.

Le député de Western Arctic n'ignore pas que nous en avons un bel exemple actuellement en Europe de l'Ouest. Un grand pays démocratique militaire a, non pas sous un gouvernement socialiste, mais sous le gouvernement conservateur de droite de Charles de Gaulle, retiré la France du commandement militaire intégré de l'OTAN. Cela n'a diminué en rien la capacité défensive militaire de cette alliance occidentale.

**M. Nickerson:** Monsieur le Président, je voudrais faire une simple observation. Ces réponses indiquent clairement que le NPD ne s'est pas encore branché à propos de ces deux questions. Il n'a répondu à aucune de mes questions.

**M. Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, si le député de Western Arctic veut que je lui fasse un cours sur la défense nationale, je me ferai un plaisir de le satisfaire dans mon bureau lorsqu'il aura quelques instants de libres.

[Français]

**L'hon. Jean J. Charest (ministre d'État (Jeunesse)):** Monsieur le Président, permettez-moi à titre de ministre d'État (Jeunesse), lors de mon premier discours à la Chambre des communes en cette qualité, de vous rendre d'abord hommage, monsieur le vice-président, au sujet de votre nomination à ce poste prestigieux à l'intérieur de cette Chambre et vous prier en même temps de transmettre en fait un message extrêmement important pour moi, connaissant l'importance de ce fauteuil, et c'est de rendre mes hommages au nouveau Président (M. Fraser) de cette Chambre et lui souhaiter la meilleure chance possible.

Monsieur le Président, j'aimerais surtout parler aujourd'hui des défis particuliers, des opportunités et des difficultés que la situation contemporaine présente aux jeunes Canadiens et Canadiennes. Ces défis ne se retrouvent pas seulement sur le marché du travail. L'évolution rapide des techniques engendre nécessairement des répercussions importantes dans le domaine de l'éducation et évidemment sur le plan social.

Cette nouvelle ère, monsieur le Président, découle de changements globaux qui se produisent à un rythme encore jamais vu. Le monde du travail, de fait toute notre culture, traverse une période de transition aussi fondamentale qu'a pu être la révolution industrielle. Nous constituons une communauté internationale plus compétitive et davantage imbriquée que par le passé. La crise du pétrole des années 1970 a inscrit à jamais ce fait dans la réalité.

Le changement est le mot d'ordre de notre époque. Les marchés s'érigent et s'effondrent à un rythme sans précédent et la demande des compétences se modifie presque littéralement sous nos yeux.

Devant cette réalité il n'y a pas de toute évidence de solution magique, que ce soit sur le plan global ou international. Mais en tant que peuple, et nous en tant que gouvernement, nous